Communiqué de presse

Urgent important

Un drame humain à la Bourse du Travail
et dans Bordeaux et son agglomération.
Nous sommes à l'aube d'une catastrophe humanitaire !
Mobilisons-nous !

Le 22 juillet 2019

Mesdames, Messieurs les Rédacteurs,

Alors que vendredi le Président de la Métropole prenait l'engagement d'ouvrir deux gymnases sur Bordeaux, dont un vendredi pour accueillir les personnes qui sont à la Bourse du Travail, ainsi que ceux qui sont à St Michel depuis l'évacuation de squats ordonnée par la préfète, en fin de journée nous étions informés que ça ne serait pas possible à cause de problèmes techniques.

Sauf que la pression exercée par la préfète sur les élus est tellement importante qu'ils reculent !

Aucun maire aujourd'hui, aucun pouvoir public, ne fait acte de désobéissance face à cette préfète qui met en œuvre, avec beaucoup de zèle, la politique autoritaire gouvernementale !

Elle s'oppose à toute solution d'hébergement d'urgence arguant l'idée que cela va provoquer un appel d'air si une solution de relogement est apportée et fait le choix de les placer en centre de rétention administrative !

Or la majorité de ces personnes est en situation régulière sur notre territoire et selon la loi un hébergement doit être fourni par l'État le temps d'examiner les dossiers, ce qui n'est même pas engagé !

Ce sont près de 2.000 personnes qui sont à la rue, ce phénomène va s'amplifier puisque la préfecture a décidé d'évacuer de nouveaux squats, notamment à Bègles.

La préfète continue à mentir en déclarant que personne ne dort à la Bourse du Travail et que tous sont relogés ! C'est un mensonge d'état !

Ce week end ce sont des nouvelles familles qui sont arrivées à la Bourse du Travail, amenées par le 115, dont des femmes enceintes, un bébé d'à

peine trois mois et des enfants, ce sont 13 enfants de moins de 16 ans qui y sont accueillis.

C'est un drame humain et sanitaire qui s'opère face l'impuissance des pouvoirs publics !

Ce Gouvernement, dans sa chasse aux pauvres, va mettre de plus en plus de personnes à la rue car hormis les demandeurs d'asile, les squats accueillent aussi des travailleurs pauvres qui n'ont d'autre solution que de trouver des lieux de fortune pour dormir.

Le squat n'est certes pas la bonne solution, aussi dans un pays tel que la France qui crée autant de richesse grâce au travail c'est bien d'une autre politique du logement qu'il faut !

Avoir un toit est un droit fondamental. La CGT revendique que les logements sociaux soient mis à disposition des plus démunis, que les logements vides soient réquisitionnés.

L'UD CGT appelle tous les syndicats à se mobiliser pour exiger une autre politique de logement, ne pas laisser faire le pouvoir autoritaire de la préfète de la Gironde aux ordres du Gouvernement qui continue à casser les droits sociaux, les droits et garanties collectives, la solidarité avec notamment sa réforme des retraites.

Il nous faut combattre cette chasse aux demandeurs d'asile, aux migrants, menée par ce Gouvernement, car enfin si ces personnes quittent leur pays c'est pour fuir les guerres et /ou la misère provoquées par les politiques capitalistes que mènent entre autre la France !

Le drame humain qui se passe à la Bourse du Travail interpelle nos valeurs fondamentales de solidarité, humanistes, d'égalité et de justice sociale !